

Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022)

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle
(Période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022)

Aux Actionnaires

Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques

1 Terrasse Bellini

92935 Paris La Défense Cedex

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés. résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 30 septembre 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

BDO Paris



Christophe Drieu



Audrey Leroy



Rapport financier semestriel 2022
du Groupe EPC

Rapport d'activité semestriel 1er semestre 2022

Le 28 septembre 2022

Le Conseil d'Administration d'EPC s'est réuni, le 28 septembre 2022, sous la présidence de Monsieur Olivier OBST, pour examiner les comptes du 1^{er} semestre 2022.

Comme annoncé au marché¹, le groupe a initié un processus de cession de son activité déconstruction, classée en activité abandonnée conformément à la norme IFRS 5 :

- les actifs et passifs liés à cette activité ont été isolés sur les lignes actifs destinés à être cédés et passifs destinés à être cédés dans la situation financière consolidée.
- Les flux liés à cette activité ont été retirés des différents postes du compte de résultat et regroupés sur la ligne résultat net des activités abandonnées.

L'activité Economie Circulaire (filiale 2B Recyclage) ne fait pas l'objet de ce processus et est maintenue dans l'activité du Groupe.

1. Activités poursuivies en hausse de plus de 25% à taux de change et périmètre constant sur le premier semestre

L'Activité poursuivie consolidée du Groupe² au 30 juin 2022 s'élève à 199,7 M€ en hausse de 25,5% par rapport au premier semestre 2021. Cette évolution traduit à la fois l'excellent dynamisme des activités explosifs et la hausse des prix de vente résultant des hausses de matière premières.

Le Chiffre d'Affaires Consolidé des activités poursuivies (c'est-à-dire hors contribution des sociétés mises en équivalence et hors activité abandonnées) au 30 juin 2022 suit la même tendance. Il s'établit à 178,2 M€ contre 138,3 M€ en 2021, en hausse de 22,5% à taux de change et périmètre constants.

En milliers d'euros			Variation (*)			
	à fin juin 2022	à fin juin 2021	Réelle	à taux de change et périmètre constants	T2 2022	T2 2021
Europe Méditerranée et Amérique	146 880	119 717	22,7%	21,3%	80 251	63 995
Afrique Asie Pacifique	52 877	34 886	51,6%	38,8%	28 103	18 296
Activités poursuivies (yc co-entreprises)	199 757	154 603	29,2%	25,5%	108 354	82 291
Activité déconstruction abandonnée	49 443	44 377	11,4%	11,4%	26 010	23 783
Activité consolidée (yc co-entreprises)	249 200	198 980	25,2%	22,4%	134 364	106 074
Europe Méditerranée et Amérique	141 017	113 390	24,4%	16,7%	74 388	60 148
Afrique Asie Pacifique	37 216	24 922	49,3%	23,7%	12 442	13 006
Activités poursuivies (hors co-entreprises)	178 233	138 312	28,9%	22,5%	86 830	73 154
Activité déconstruction abandonnée	49 443	44 377	11,4%	11,4%	26 010	23 783
Activité consolidée (hors co-entreprises)	227 676	182 689	24,6%	22,5%	112 840	96 937

* La variation à taux de change et périmètre constants est calculée en convertissant les chiffres 2021 aux taux de change moyens mensuels de 2022 et en ajoutant (ou en retranchant) aux chiffres 2021 les entrées (ou les sorties) de périmètre.

¹ Cf. Communiqué du 9 septembre 2022.

² L'Activité Consolidée correspond au chiffre d'affaires des sociétés en intégration globale (hors activité déconstruction) et à la quote-part du chiffre d'affaires des sociétés mises en équivalence (co-entreprises)

C'est la baisse de l'Euro face au Dollar Américain (et aux devises liées au dollar Américain SAR Saoudien), au Dollar Canadien et au Franc Guinéen qui justifie l'écart entre la variation réelle et la variation à taux de change constant. La société Normat acquise fin 2021 est traitée en variation de périmètre au premier semestre.

Zone Europe Méditerranée Amérique

Zone Europe Méditerranée Amérique	S1		Ecart	Ecart en %	T2	
	2022	2021			2022	2021
Explosifs et Forage Minage	129 197	106 961	22 236	20,8%	70 569	58 506
Economie circulaire	6 410	5 564	846	15,2%	3 514	2 894
Additifs & Autres	11 273	7 191	4 081	56,8%	6 168	2 595
Activités poursuivies	146 880	119 717	27 163	22,7%	80 251	63 995
En %	74%	77%			74%	78%
Activité déconstruction abandonnée	49 443	44 377	5 066	11,4%	26 010	23 783
Total information sectorielle	196 323	164 094	32 229	19,6%	106 261	87 778
En %	79%	82%			79%	83%

L'activité **Additifs Diesels** est en progression à 11,2 M€ par rapport à un exercice 2021 marqué par des arrêts de production.

L'**Economie Circulaire** confirme son dynamisme avec une progression de plus de 15% par rapport au premier semestre de 2021. L'acquisition en mai d'une plateforme de tri en banlieue Nantaise constitue un nouveau relai de croissance intéressant pour l'activité.

Le secteur des **Explosifs** et du **Forage Minage** avec une croissance de près de 21% sur la zone par rapport au premier semestre 2021 reste bien orientée.

En **France**, en l'absence de projet de travaux à l'exportation significatifs, l'activité a peu progressé ce semestre malgré les hausses de prix pratiquées pour compenser les hausses de coût matière.

L'**Espagne** et l'**Italie** continuent à afficher une croissance soutenue portée par le redémarrage des chantiers d'infrastructure et une hausse sensible des prix de vente.

La **Suède** a bénéficié du dynamisme du marché travaux tant en Suède qu'au Groenland ce semestre.

Au **Maroc**, le marché reste très difficile. Une forte pression concurrentielle n'a permis de passer que très partiellement les hausses de prix nécessaires à la préservation des marges. Le chiffre d'affaires est en baisse sur le pays de près de 6%.

Avec une hausse de 72% de son chiffre d'affaires (59% à taux de change constant), **EPC Canada** confirme l'excellente dynamique observée au premier trimestre. Les contrats miniers mais aussi l'activité carrière sont très bien orientés

Enfin l'activité **Déconstruction** (classée en activité abandonnée du fait du processus de cession en cours) réalise un excellent parcours ce semestre. De nombreux contrats ont été exécutés dans les différents domaines d'activité (Industrie, amiante, déconstruction, patrimoine). Le carnet de commandes a également été reconstitué sur la période.

Zone Europe Afrique Asie Pacifique

Zone Afrique Asie Pacifique	S1		Total	En %	T2	
	2022	2021			2022	2021
Explosifs et Forage Minage	52 877	34 886	17 991	51,6%	28 103	18 296
Economie circulaire	0	0	0	N/A	0	0
Additifs & Autres	0	0	0	N/A	0	0
Total	52 877	34 886	17 991	51,6%	28 103	18 296
En % du groupe	21%	18%			21%	17%

La **zone Afrique Asie Pacifique** accélère encore par rapport à la croissance du premier trimestre avec une croissance qui dépasse les 50% ce semestre.

La **Côte d'Ivoire** est le plus gros contributeur. Le contrat Perseus qui est entré en pleine production vient s'ajouter à une activité minière déjà très dynamique. Le secteur des carrières montre une belle résistance malgré les hausses de prix qu'il a fallu réaliser pour maintenir les marges.

En **Guinée**, les volumes sont stables.

Malgré un contexte politique troublé, le **Burkina Faso** maintient sa contribution. A noter un développement de l'export sur le Togo ce trimestre.

Le **Gabon** a doublé ses ventes par rapport à 2021, le marché intérieur redémarre avec plusieurs projets d'infrastructures.

Au **Moyen Orient**, l'activité de notre JV MCS en Arabie **Saoudite** s'affiche en hausse de 90% (72% à taux de change constant) sur le semestre. C'est la montée en puissance des contrats miniers signés avec Ma'aden qui est le principal vecteur de cette croissance.

2. Un résultat opérationnel courant (ROC) solide qui confirme la capacité de croissance rentable du groupe EPC.

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} Semestre 2022	1^{er} Semestre 2021 (*)
Produits des activités ordinaires	178 234	138 512
Résultat opérationnel courant incluant la part des mises en équivalence	12 263	8 411
Autres Produits et Charges Opérationnels	(546)	(561)
Résultat Opérationnel	11 717	7 850
Résultat Net des activités abandonnées	3 799	3 831
Résultat Net	12 787	6 082
<i>dont part du groupe</i>	<i>12 094</i>	<i>5 676</i>

(*) Retraité des activités abandonnées

Le Résultat Opérationnel courant des activités poursuivies progresse de 3,8 M€ en 2022 par rapport au premier semestre de 2021. Cette performance traduit plusieurs tendances de fond :

- Le groupe a été capable dans la plupart de ses géographies d'augmenter les prix de vente pour protéger ses marges en valeur sans impacter les volumes vendus.
- Plusieurs foyers de perte ont été résorbés notamment en Espagne, en Italie et au Canada. Dans ces pays le travail de développement commercial a permis de restaurer la rentabilité dans un marché devenu plus porteur.
- La signature de contrat miniers importants (Moyen-Orient, Afrique, Canada) a apporté une contribution positive et importante à la croissance.

Le **Résultat Opérationnel**, après prise en compte des frais liés au processus de cession en cours (-0.5M€) s'établit à 11,7 M€ contre un profit de 7,8 M€ en 2021.

Le **Résultat financier** s'améliore passant de (-1,8 M€) à (-0,3 M€). Cette amélioration s'explique par une reprise de provision devenues sans objet sur les créances sur KEMEK US (société en cours de fermeture). Des cessions d'actifs meilleures que prévues ont permis de rembourser les prêts provisionnés.

Après prise en compte de l'impôt (-2,4 M€) et du résultat des activités abandonnées +3,8 M€, le **Résultat Net** part du groupe ressort en bénéfice à 12,1 M€ au 30 juin 2022 contre 5,6 M€ en 2021.

3. Evènements significatifs du semestre écoulé

Signature avec Vinci d'un contrat pour la réalisation du forage-minage sur le barrage de Sambangalou au Sénégal

Le barrage hydroélectrique de Sambangalou est porté par l'OMVG Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (institution regroupant le Sénégal, la Guinée, la Guinée Bissau et la Gambie).

Ce projet d'infrastructure majeur est situé au Sud Est du Sénégal, à 800km de Dakar ; il consiste en la construction d'un barrage de 128MW qui permettra la production d'énergie renouvelable. Il permettra également le développement de l'irrigation des terres agricoles ainsi que l'approvisionnement en eau potable des localités environnantes. L'énergie produite sera distribuée au travers d'un réseau électrique aux zones les plus reculées des 4 pays membres de l'OMVG.

La construction a été confiée à un groupement d'entreprises piloté par Vinci Construction

La forte présence d'EPC au Sénégal et l'expertise reconnue du groupe dans ce type de projets d'infrastructure ont conduit Vinci à confier à notre filiale EPC Mineex Sénégal la réalisation de la totalité du lot forage-minage incluant la fourniture des explosifs.

Les travaux qui démarreront au deuxième semestre prévoient l'abatage à l'explosif de plus de 2 millions de m3 de grès et 40 000 m2 de pré-splitting.

Les travaux qui s'étendront sur 2 ans et demi devraient générer un chiffre d'affaires cumulé d'environ 7 millions d'€.

Fermeture de la co-entreprise KEMEK US

Fin 2021, KEMEK US aux Etats-Unis n'a pas été en mesure de renouveler le contrat qui la liait avec son principal client dans des conditions économiques satisfaisantes. Les actionnaires de la co-entreprise, EPC et CRH, ont décidé en mars de fermer cette société dont le modèle économique était fortement compromis.

Les impacts comptables du non-renouvellement du contrat (et du risque de fermeture qu'il engendrait) ont été intégralement provisionnés dans les comptes 2021 du groupe EPC.

Les cessions d'actifs réalisées à la suite de la cession se sont déroulées de manière nettement plus favorable qu'anticipé. Cela a permis de financer les frais de fermeture et de rembourser une partie des prêts qui avaient été provisionnés lors de la clôture 2021.

Impact de la guerre entre l'Ukraine et la Russie

Les tendances amorcées fin 2021 de hausse des matières premières et notamment du Nitrate d'Ammonium se sont poursuivies au premier semestre 2022. Le déclenchement de la Guerre en Ukraine a entraîné une forte tension sur le marché du gaz en Europe, propulsant son prix à des niveaux jamais atteints. Les cours qui avaient atteint un pic en mars sont repartis à la hausse à partir de fin juin.

Les sanctions adoptées par l'Union Européenne sur les propriétaires des principales entreprises Russes fournissant l'ammoniaque et le nitrate d'ammonium dense ont également contribué à mettre fortement sous tension les fournisseurs de Nitrate Européen qui dépendaient largement de la Russie pour leurs approvisionnements.

Ceci s'est répercuté immédiatement sur les prix d'achat du Nitrate d'Ammonium par le groupe.

Face à cette situation, le groupe a accéléré la diversification de ses sources d'approvisionnement afin de bénéficier du meilleur prix disponible dans chaque zone géographique afin de rester compétitif sur chacun de ses marchés.

La hausse rapide des prix du Fuel et d'autres produits comme l'Aluminium est venue renforcer encore les coûts matières.

Grâce aux clauses d'ajustement de prix introduites dans les contrats, ces hausses ont été retransférées rapidement au marché qui les acceptent car elles concernent tous les acteurs de la filière, permettant ainsi de préserver les marges en valeur.

Les nouvelles hausses du prix du gaz intervenues en Europe au mois d'août mettent à nouveau l'approvisionnement en Nitrate sous tension. Certains fournisseurs européens (Royaume-Uni, Pologne, Belgique) ont récemment annoncé la mise à l'arrêt de leurs sites de production. La continuité d'activité reste la priorité dans ce contexte. Des stocks de précautions ont été constitués pour parer à d'éventuelles ruptures d'approvisionnement.

4. Evènements postérieurs à la clôture

Mise en place d'un nouveau financement senior pour accompagner le développement du groupe

EPC S.A. a signé le 20 juillet 2022 un nouvel accord de financement senior.

Cet accord prévoit, dans la même convention de crédit :

- d'une part la mise en place avec ses partenaires bancaires BNP Paribas, LCL, HSBC et CIC d'un Crédit renouvelable confirmé de 30 M€ et d'une maturité de 5 ans avec deux options d'extension d'une année chacune. Cette ligne permet notamment de refinancer le Crédit renouvelable existant qui était tiré à hauteur de 15.5 M€ et arrivait à échéance en mars 2024.
- d'autre part la mise en place avec La Banque Postale Asset Management d'une tranche remboursable in fine d'un montant de 20 M€ et d'une maturité de 7 ans. Ce prêt, assorti de critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) ambitieux qui traduisent l'engagement du Groupe EPC en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), vient notamment refinancer les obligations existantes d'un montant de 15 M€ qui arrivaient à échéance en mars 2023.

Ces nouveaux financements renforcent la liquidité du Groupe tout en lui permettant de rallonger la maturité moyenne de son endettement.

La part in fine de 20M€ a fait l'objet d'une couverture de taux fin juillet 2022.

La bonne situation financière du Groupe a permis d'optimiser les conditions contractuelles. Ces nouveaux financements, sans sûretés, bénéficient d'une marge améliorée et sont encadrés par un unique covenant de dette nette sur Ebitda.

Les montants de ces lignes de crédit ont été dimensionnés afin de permettre au Groupe EPC de saisir des opportunités de croissance organique ou de croissance externe et de soutenir son plan de développement en France et à l'international.

BNP Paribas et LCL sont les arrangeurs de ces nouveaux financements. Le cabinet Hogan Lovells (Paris) LLP est le conseil juridique des prêteurs.

Le Groupe EPC a été assisté dans cette opération par Kepler Cheuvreux, en tant que conseil financier exclusif et par le cabinet Addleshaw Goddard (Europe) LLP, en tant que conseil juridique.

Processus de cession de l'activité déconstruction engagé.

Le Conseil d'administration d'EPC SA indique que dans le cadre de la revue régulière de ses options stratégiques, il évalue périodiquement l'opportunité de réaliser des opérations de croissance externe ou des cessions d'activités.

À ce titre la Société a informé le marché le 9 septembre 2022 qu'un processus d'enchères organisé visant une possible cession de son activité Déconstruction a été initié. Cette activité qui emploie 450 salariés a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires consolidé de 97 M€ pour un Résultat Opérationnel Courant de 5,5 M€.

A ce jour, les modalités d'une telle cession n'ont fait l'objet d'aucun accord avec l'un quelconque des différents candidats contactés et aucune assurance ne peut être donnée quant à l'aboutissement de ce projet de cession.

Signature du contrat de fourniture de produits pyrotechniques et de fabrication sur site d'explosifs avec les chantiers opérationnels CO6 et CO7 du TELT (Tunnel Euralpin Lyon Turin),

La nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin comprend une section transfrontalière d'environ 67 km qui reliera Saint-Jean-de-Maurienne à Bussoleno en Italie où elle se raccordera à la ligne historique. L'ouvrage principal de la section transfrontalière est constitué d'un tunnel de base bitube de 57,5 km entre Saint-Julien-Montdenis et Suse.

Le **Maître d'ouvrage** est la société TELT. Le montant de la section transfrontalière est de 8,6 milliards d'euros.

Côté France, le génie civil du tunnel de base est décomposé en 4 Chantiers Opérationnels (CO) numérotés de 5 à 8. Les « *Travaux de construction du tunnel de base à partir des attaques des descenderies de La Praz et de Saint-Martin-la-Porte* », ont été attribués à un groupement d'entreprises constitué de VINCI Construction Grands Projets (Mandataire), VINCI Construction France, Dodin Campenon Bernard et Webuild et comprend les chantiers opérationnels CO 6 et CO 7.

C'est dans ce cadre que le groupement a confié à EPC la fourniture des produits pyrotechniques et la fabrication sur site des explosifs (via des Unités Mobiles de Fabrication d'Explosifs (UMFE)).

Les travaux à l'explosifs concerneront environ 18km (soit plus d'un million de m³ de roches à abattre). Le chantier mobilisera plusieurs UMFE. L'ensemble des fournitures et prestations d'un montant cumulé attendu supérieur à 10 millions d'€ viennent de démarrer. Ils s'étendront sur une durée de 5 ans.

Le groupe EPC est fier d'avoir été sélectionné pour participer à la construction de cette infrastructure exceptionnelle.

C'est l'expertise et le savoir-faire reconnu des équipes EPC dans le domaine des travaux souterrains, qui ont conduit le groupement à confier à notre filiale EPC-France, la réalisation de ces prestations.

Signature avec la Société Minière de la Lobo S.A. Tietto Minerals (ASX : TIE) d'un contrat de minage avec fabrication sur site.

Le projet Abudjar Gold est situé à Zoukougbeu, dans la région de Daloa, Côte d'Ivoire. Cette mine d'or en phase d'ouverture a une durée de vie estimée à 11 ans et les explorations en cours laissent entrevoir des possibilités d'extension de l'exploitation. Les travaux d'aménagement du site minier sont en cours et le premier lingot devrait sortir au quatrième trimestre.

Avec, pour les six prochaines années, une production annuelle confirmée de 200.000 onces d'or, ce projet s'inscrit comme un des plus grands de Côte d'Ivoire.

La solide implantation d'EPC en Côte d'Ivoire ainsi que son expertise dans le déploiement d'usines de fabrication modulaires (Emulsion Modular Plant) ont conduit le client à s'engager sur une période de 5 ans. EPC Côte d'Ivoire fournira l'ensemble des explosifs dont le principal sera fabriqué directement sur le site de la mine. La mise en œuvre de ces derniers a également été confiée aux équipes EPC.

Le support technique piloté par la suite logicielle VERTEX^a a également été un élément majeur de différenciation. Permettant un suivi en temps réel des opérations « Mine to Mill », cette solution permet au client d'être certain de profiter des dernières technologies pour suivre l'efficacité de ses opérations en amont de l'usine de traitement.

Le contrat devrait générer un chiffre d'affaires d'environ 10 millions d'€ par an.

Nous avons également activé notre Plan de Continuité d'Activité afin d'organiser la fourniture importée de Nitrate depuis d'autres fournisseurs bien connus du Groupe.

5. Evolution prévisible pour le semestre à venir

Le groupe EPC a su gérer d'importants défis au cours du semestre écoulé :

- Gérer les conséquences d'une augmentation sans précédent des prix du nitrate d'ammonium, principale matière première du groupe en préservant ses marges sans pour autant perdre ses clients.
- Assurer l'approvisionnement de toutes ses implantations géographiques en matière première en multipliant les sources disponibles.
- Préparer le renouvellement de son refinancement à moyen terme, préparation qui s'est traduite par la signature d'un contrat de financement de 50 millions d'Euro sur une maturité de 5 à 7 ans, avec une composante environnementale.

En parallèle, EPC est un acteur engagé dans la lutte contre le réchauffement climatique, un effort exceptionnel a été mis pour sur l'établissement d'un bilan carbone du Groupe et la mise en place d'indicateurs pertinents. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie ESG globale.

Par ailleurs la rationalisation des activités du groupe a franchi une étape déterminante avec le déclenchement d'un processus de cession de l'activité déconstruction.

C'est la mobilisation sans faille des équipes d'EPC qui lui permettent de poursuivre son développement dans le contexte économique particulièrement incertain que nous traversons. Les nombreuses implantations géographiques des activités assurent également au groupe une meilleure résilience dans un contexte de fragmentations des marchés.

Les importantes commandes remportées par le groupe (Chantier Lyon Turin, Mine d'Abudjar) et le bon renouvellement du carnet dans la déconstruction permettent d'aborder le deuxième semestre avec une relative confiance. Malgré tout, la situation en Europe reste fragile du fait de la forte poussée inflationniste, de la hausse des taux et surtout des risques de pénuries de matières premières ou d'équipements qui se multiplient.



Etats financiers semestriels Consolidés Résumés

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2022.....	11
ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN	
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2022.....	12
ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2022.....	13
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2022.....	14
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30	
JUIN 2022.....	16
ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS	14

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2022

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
<i>Activités poursuivies</i>			
Produit des activités ordinaires		178 234	138 312
Autres produits		431	1 188
Achats consommés		(87 353)	(57 742)
Autres achats et charges externes	5.1	(38 719)	(34 405)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	5.2	1 404	754
Charges de personnel	5.3	(35 777)	(32 661)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(9 415)	(8 566)
Dotations et reprises de provisions	5.4	808	(861)
Autres produits et charges d'exploitation	5.5	(1 840)	(561)
Part du résultat des mises en équivalence	6.4	4 490	2 953
Résultat opérationnel courant incluant la part des mises en équivalence		12 263	8 411
Autres produits et charges opérationnels	5.6	(546)	(561)
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition		11 717	7 850
Pertes de valeur sur les actifs immobilisés		0	0
Dépréciation des écarts d'acquisition		0	0
Résultat opérationnel		11 717	7 850
Coût de l'endettement financier net	5.7	(1 488)	(1 298)
Autres produits et charges financiers	5.7	1 169	(545)
Résultat avant impôt		11 398	6 007
Impôt sur les résultats	5.8	(2 410)	(2 176)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		8 988	3 831
Résultat net des activités abandonnées		3 799	2 251
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		12 787	6 082
Résultat net – part du groupe		12 094	5 676
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		693	406
Résultat par action			
Résultat net (Part Groupe)	5.9	5,75	3,57
Résultat net (Par Groupe) des activités poursuivies	5.9	3,95	2,16
Résultat net (Part Groupe) des activités abandonnées	5.10	1,81	1,42

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

**ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN
2022**

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Résultat net total	12 787	6 082
Ecarts de conversion sur sociétés intégrées globalement	776	766
Ecarts de conversion sur sociétés mises en équivalence	2 077	601
Variation des instruments financiers	-	(1)
Impôts différés sur les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	-	0
Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	2 853	1 366
Pertes et gains actuariels sur sociétés intégrées	2 861	3 410
Impôts différés sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(650)	(163)
Pertes et gains actuariels sur mise en équivalence	152	107
Impôts différés sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net sur mise en équivalence	(19)	(24)
Total des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	2 344	3 330
Résultat global	17 984	10 777
<i>dont quote-part du Groupe</i>	17 313	10 140
<i>dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	804	637

ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2022

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2022	31 décembre 2021
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	6.1	9 966	9 509
Immobilisations incorporelles	6.2	5 177	3 613
Immobilisations corporelles	6.3	100 701	98 108
Droits d'utilisation	6.3	22 656	25 822
Participations dans les mises en équivalence	6.4	35 454	29 018
Autres actifs financiers non courants	6.5	711	1 080
Actifs d'impôts différés	6.11	6 812	6 454
Autres actifs long terme		137	23
Total actifs non courants		181 614	173 627
Stocks	6.6	45 837	39 534
Clients et autres débiteurs	6.7	109 254	116 716
Créances fiscales		1 790	2 198
Autres actifs courants		9 589	9 107
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.8	19 148	22 853
Total actifs courants		185 616	190 408
Groupes d'actifs destinés à être cédés	6.16	73 330	-
TOTAL ACTIF		440 560	364 035
PASSIF			
Capital	6.9	7 015	7 015
Réserves		101 260	90 178
Résultat net de l'exercice – part du groupe		12 094	5 857
Capitaux propres part du groupe		120 369	103 050
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		3 681	3 079
Capitaux propres		124 050	106 129
Dettes financières non courantes	6.10	47 866	50 326
Dettes de location non courantes	6.10	13 241	15 291
Passifs d'impôts différés	6.11	3 447	1 505
Provisions pour avantages aux salariés	6.12	6 298	10 718
Autres provisions non courantes	6.13	21 341	21 721
Autres passifs long terme		926	798
Total passifs non courants		93 119	100 359
Fournisseurs et autres créditeurs	6.14	123 240	118 323
Dettes d'impôt		1 664	2 657
Dettes financières courantes	6.10	36 087	17 664
Dettes de location courantes	6.10	7 808	8 751
Autres provisions courantes	6.13	1 425	2 429
Autres passifs courants		3 034	7 723
Total passifs courants		173 258	157 547
Total dettes		266 377	257 906
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	6.16	50 133	-
TOTAL PASSIF		440 560	364 035

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2022

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
Résultat net consolidé des activités poursuivies	8 966	3 830
Résultat net consolidé des activités abandonnées	3 799	2 251
Résultat net consolidé	12 765	6 081
Elim. des parts des mises en équivalence	(4 490)	(2 953)
Elim. des amortissements et provisions	7 442	8 081
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	383	163
Elim. autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	(33)	-
Elim. de l'effet d'actualisation	400	980
Dividendes reçus des co-entreprises	942	-
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions	-	20
Elim. des produits de dividendes (hors-groupe)	(9)	(28)
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	13 599	10 093
Elim. de la charge (produit) d'impôt	2 405	2 175
Elim. du coût de l'endettement financier net	1 544	1 298
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	17 548	13 566
Incidence de la variation du BFR	(17 514)	(15 585)
Impôts payés	(843)	(2 541)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités poursuivies	(864)	(4 560)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités abandonnées	1 667	1 939
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	803	(2 621)
<i>Variation de périmètre</i>	(175)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(17 726)	(6 523)
Acquisition d'actifs financiers	(1)	(89)
Variation des prêts et avances consentis	2 444	(441)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	376	148
Cession d'actifs financiers	-	-
Dividendes reçus	9	28
Variation nette des placements court terme	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des activités poursuivies	(15 073)	(6 878)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des activités abandonnées	(960)	(626)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(16 033)	(7 504)
Augmentation de capital	-	7 474
Augmentation de capital auprès des minoritaires	-	394
Emission d'emprunts	21 269	8 525
Remboursement d'emprunts	(3 141)	(3 793)
Diminution des dettes de locations	(5 021)	(4 086)
Intérêts financiers nets versés	(1 728)	(1 669)
Transactions entre actionnaires : acquisitions/cessions partielles	-	-
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	5	0
Dividendes payés aux minoritaires	(44)	(32)
Autres flux liés au financement	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement des activités poursuivies	11 341	6 813

Flux de trésorerie liés aux activités de financement des activités abandonnées	(1 278)	(804)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	10 063	6 009
Incidences de la variation des taux de change	458	202
Autres	-	-
Variation de la trésorerie des activités poursuivies	(3 901)	(4 423)
Variation de la trésorerie des activités abandonnées	(571)	509
Variation de la trésorerie	(4 472)	(3 914)
Trésorerie d'ouverture des activités poursuivies	20 085	16 797
Trésorerie d'ouverture des activités abandonnées	916	(595)
Trésorerie de clôture des activités abandonnées	345	(86)
Trésorerie de clôture des activités poursuivies	16 185	12 374
Variation de la trésorerie des activités poursuivies	(3 901)	(4 423)
Variation de la trésorerie des activités abandonnées	(571)	509
Variation de la trésorerie	(4 472)	(3 914)

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2022

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Actions propres	Réserves consolidées et résultat Part du groupe	Réserves de conv.	Total capitaux propres Part du groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres
Total au 31 décembre 2020	5 220	(2 478)	81 111	(4 342)	79 511	1 133	80 644
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	3 099	1 366	4 464	231	4 695
Résultat net de l'exercice	-	-	5 676	-	5 676	406	6 082
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	8 775	1 366	10 140	637	10 778
Augmentation de capital	1 795	-	5 679	-	7 474		7 474
Dividendes versés	-	-	-	-	-	(33)	(33)
Paiement en action	-	-	20	-	20	-	20
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	52	-	52	394	446
Total au 30 juin 2021	7 015	(2 478)	95 638	(2 976)	97 198	2 131	99 329
Total au 31 décembre 2021	7 015	(2 478)	99 784	(1 270)	103 050	3 079	106 129
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres			2 355	2 864	5 219	111	5 330
Résultat net de l'exercice			12 094	-	12 094	693	12 787
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	14 449	2 864	17 313	804	18 117
Augmentation de capital			0		-	0	0
Dividendes versés	-	-	6	-	6	(214)	(208)
Paiement en action			-		-	0	0
Variations de périmètre	-	-	-	-	0	0	0
Autres variations	-	-	-		0	12	12
Total au 30 juin 2022	7 015	(2 478)	114 239	1 594	120 369	3 681	124 050



Annexe aux états financiers du premier semestre 2022

SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE	19
2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2022	19
2.1. Signature avec Vinci d'un contrat pour la réalisation du forage-minage sur le barrage de Sambangalou au Sénégal.....	19
2.2. Fermeture de la co-entreprise KEMEK US.....	19
2.3. Impact de la guerre entre l'Ukraine et la Russie	20
3. PRINCIPES COMPTABLES	20
3.1. Principes généraux et normes comptables.....	20
3.2. RECOURS A DES ESTIMATIONS.....	21
3.3. Périmètre de consolidation.....	21
3.4. information sectorielle	22
4. INFORMATION SECTORIELLE	22
4.1. Informations comparatives.....	22
4.2. Résultats sectoriels	24
4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie	25
4.4. Investissements sectoriels	25
4.5. Etat de Passage de l'information sectorielle publiée au compte de résultat consolidé	26
5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	28
5.1. Autres achats et charges externes	28
5.2. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat	28
5.3. Charges de personnel.....	29
5.4. DOTATIONS ET REPRISES DE PROVISIONS.....	29
5.5. Autres produits et charges d'exploitation	30
5.6. Autres produits et charges opérationnels	30
5.7. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers.....	31
5.8. Impôt sur les résultats	32
5.9. RESULTAT PAR ACTION	33
6. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	34
6.1. Ecart d'acquisition	34
6.2. Immobilisations incorporelles.....	35
6.3. Immobilisations corporelles.....	36
6.4. Participation dans les mises en équivalence	38
6.5. autres actifs financiers non courants	38
6.6. Stocks et en cours.....	40
6.7. Clients et autres débiteurs	40
6.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie	41
6.9. Capital	41
6.10. Dettes financières	41
6.11. Impôts différés au bilan.....	43
6.12. Provisions pour avantages aux salariés	44
6.13. Autres provisions.....	46
6.14. Fournisseurs et autres créditeurs	46
6.15. Besoin en Fonds de Roulement.....	47
6.16. Actifs destinés à être cédés	47
6.17. Engagements financiers.....	50
7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES	50
7.1. Contrôle.....	50
7.2. Relation avec les filiales.....	50
7.3. Transactions avec des parties liées.....	50
8. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	51
8.1. Mise en place d'un nouveau financement senior pour accompagner le développement du groupe	51
8.2. Processus de cession de l'activité déconstruction engagé.....	51
8.3. Signature du contrat de fourniture de produits pyrotechniques et de fabrication sur site d'explosifs avec les chantiers opérationnels CO6 et CO7 du TELT (Tunnel Euralpin Lyon Turin), ..	52
8.4. Signature avec la Société Minière de la Lobo S.A, Tietto Minerals (ASX : TIE) d'un contrat de minage avec fabrication sur site.....	52

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le Groupe EPC est un groupe international. EPC SA est une société anonyme cotée à la bourse de Paris (ISIN FR0000039026) immatriculée en France. EPC pratique principalement quatre activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage),
- L'économie circulaire,
- La déconstruction,
- D'autres activités diversifiées (produits chimiques),

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 1, Terrasse Bellini, 92935 Paris La Défense.

Les comptes consolidés du Groupe EPC au 30 juin 2022 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 septembre 2022, qui en a autorisé la publication.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2022

2.1. SIGNATURE AVEC VINCI D'UN CONTRAT POUR LA REALISATION DU FORAGE-MINAGE SUR LE BARRAGE DE SAMBANGALOU AU SENEGAL

Le barrage hydroélectrique de Sambangalou est porté par l'OMVG Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (institution regroupant le Sénégal, la Guinée, la Guinée Bissau et la Gambie).

Ce projet d'infrastructure majeur est situé au Sud Est du Sénégal, à 800km de Dakar ; il consiste en la construction d'un barrage de 128MW qui permettra la production d'énergie renouvelable. Il permettra également le développement de l'irrigation des terres agricoles ainsi que l'approvisionnement en eau potable des localités environnantes. L'énergie produite sera distribuée au travers d'un réseau électrique aux zones les plus reculées des 4 pays membres de l'OMVG.

La construction a été confiée à un groupement d'entreprises piloté par Vinci Construction

La forte présence d'EPC au Sénégal et l'expertise reconnue du groupe dans ce type de projets d'infrastructure ont conduit Vinci à confier à notre filiale EPC Mineex Sénégal la réalisation de la totalité du lot forage-minage incluant la fourniture des explosifs.

Les travaux qui démarreront au deuxième trimestre prévoient l'abatage à l'explosif de plus de 2 millions de m3 de grès et 40 000 m2 de pré-splitting.

Les travaux qui s'étendront sur 2 ans et demi devraient générer un chiffre d'affaires cumulé d'environ 7 millions d'€.

2.2. FERMETURE DE LA CO-ENTREPRISE KEMEK US

Fin 2021, KEMEK US aux Etats-Unis n'a pas été en mesure de renouveler le contrat qui la liait avec son principal client dans des conditions économiques satisfaisantes. Les actionnaires de la co-entreprise, EPC et CRH, ont décidé en mars de fermer cette société dont le modèle économique était fortement compromis.

Les impacts comptables du non-renouvellement du contrat (et du risque de fermeture qu'il engendrait) ont été intégralement provisionnés dans les comptes 2021 du groupe EPC.

Les cessions d'actifs réalisées à la suite de la cession se sont déroulées de manière nettement plus favorable qu'anticipé. Cela a permis de financer les frais de fermeture et de rembourser une partie des prêts qui avaient été provisionnés lors de la clôture 2021.

2.3. IMPACT DE LA GUERRE ENTRE L'UKRAINE ET LA RUSSIE

Les tendances amorcées fin 2021 de hausse des matières premières et notamment du Nitrate d'Ammonium se sont poursuivies au premier semestre 2022. Le déclenchement de la Guerre en Ukraine a entraîné une forte tension sur le marché du gaz en Europe, propulsant son prix à des niveaux jamais atteints. Les cours qui avaient atteint un pic en mars sont repartis à la hausse à partir de fin juin.

Les sanctions adoptées par l'Union Européenne sur les propriétaires des principales entreprises Russes fournissant l'ammoniaque et le nitrate d'ammonium dense ont également contribué à mettre fortement sous tension les fournisseurs de Nitrate Européen qui dépendaient largement de la Russie pour leurs approvisionnements.

Ceci s'est répercuté immédiatement sur les prix d'achat du Nitrate d'Ammonium par le groupe.

Face à cette situation, le groupe a accéléré la diversification de ses sources d'approvisionnement afin de bénéficier du meilleur prix disponible dans chaque zone géographique afin de rester compétitif sur chacun de ses marchés.

La hausse rapide des prix du Fuel et d'autres produits comme l'Aluminium est venue renforcer encore les coûts matière.

Grâce aux clauses d'ajustement de prix introduites dans les contrats, ces hausses ont été retransférées rapidement au marché qui les acceptent car elles concernent tous les acteurs de la filière, permettant ainsi de préserver les marges en valeur.

Les nouvelles hausses du prix du gaz intervenues en Europe au mois d'août mettent à nouveau l'approvisionnement en Nitrate sous tension. Certains fournisseurs européens (Royaume-Uni, Pologne, Belgique) ont récemment annoncé la mise à l'arrêt de leurs sites de production. La continuité d'activité reste la priorité dans ce contexte. Des stocks de précautions ont été constitués pour parer à d'éventuelles ruptures d'approvisionnement.

3. PRINCIPES COMPTABLES

3.1. PRINCIPES GENERAUX ET NORMES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1.1. Conformité aux normes comptables

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe EPC a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2022 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe EPC au 31 décembre 2021.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, les comptes présentés sont les états consolidés d'EPC SA ; les comptes sociaux de la précédente clôture au 31 décembre 2021 ont été approuvés par le Conseil d'Administration et déposés au greffe ; les commissaires aux comptes ont émis leur rapport sur les comptes sociaux de la précédente clôture sans réserve (31 décembre 2021) ;

A l'exception des points décrits ci-dessous, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/amending-and-supplementary-acts/acts-adopted-basis-regulatory-procedure-scrutiny-rps_en

3.1.2. Les normes suivantes sont applicables à compter du 1er janvier 2022 sur l'information financière présentée :

- Amendements IFRS 3 : Mise à jour des références au Cadre conceptuel
- Amendements IAS 16 : Comptabilisation des produits générés avant la mise en service d'une immobilisation
- Amendements à IAS 37 : Contrats déficitaires – Coûts à prendre en compte pour comptabiliser une provision pour contrat déficitaire.
- Amendement IFRIC sur logiciels SAAS : Le groupe EPC n'a pas pu finaliser au 30 juin la valorisation de l'impact du changement de méthode. La collecte des données est toutefois avancée et l'impact attendu ne devrait pas être très significatif.

Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur le Groupe.

3.1.3. Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 30 juin 2022 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- IFRS 17 : Contrats d'assurance – incluant les amendements à IFRS 17
- IFRS 17 et IFRS 9 : Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 Informations comparatives
- Amendements à IAS 1 : Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants – report de la date d'entrée en vigueur
- Amendements à IAS 1 et IFRS Practice Statement 2 : Informations à fournir sur les méthodes comptables significatives
- Amendements à IAS 8 : Définition des estimations comptables
- Amendements à IAS 12 : Impôts différés relatifs aux actifs et passifs résultant d'une transaction unique.

3.2. RECOURS A DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- L'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- L'évaluation des impôts différés ;
- Les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur ;
- L'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2022, hormis l'entrée de périmètre sur la période (EPC Chemicals Ltd), le périmètre de consolidation est identique à celui du 31 décembre 2021.

3.4. INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe a décidé de maintenir dans l'information des segments opérationnels la consolidation des sociétés Arabian Explosives, Kemek, Kemek US, EPC-B SCRL, Modern Chemical Services, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée selon la méthode de l'intégration proportionnelle en conformité avec l'information produite dans son reporting interne.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités (hors IFRS5).

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Les zones sont présentées de la manière suivante :

- Zone 1 – Europe Amérique ;
- Zone 2 – Afrique Moyen Orient.

Elles comprennent les activités explosifs et forage minage, l'économie circulaire, les additifs et autres, et la déconstruction.

4.1. INFORMATIONS COMPARATIVES

4.1.1 Produit des activités ordinaires publié, par zone géographique

Zone Europe Méditerranée Amérique	S1	S1	Ecart	Ecart en %
	2022	2021		
Explosifs et Forage Minage	129 197	106 961	22 236	20,8%
Economie circulaire	6 410	5 564	846	15,2%
Additifs & Autres	11 273	7 191	4 081	56,8%
Activités poursuivies	146 880	119 717	27 163	22,7%
En %	74%	77%		
Activité déconstruction abandonnée	49 443	44 377	5 066	11,4%
Total information sectorielle	196 323	164 094	32 229	19,6%
En %	79%	82%		

Zone Afrique Asie Pacifique	S1	S1	Total	En %
	2022	2021		
Explosifs et Forage Minage	52 877	34 886	17 991	51,6%
Démolition	0	0	0	N/A
Economie circulaire	0	0	0	N/A
Additifs & Autres	0	0	0	N/A
Total	52 877	34 886	17 991	51,6%
En % du groupe	21%	18%		

Produit des activités ordinaires à taux de change et périmètre constant

La variation à périmètre et taux de change constant est calculée en convertissant les chiffres 2021 aux taux de change moyens mensuels 2022 et en ajoutant (ou retranchant) aux chiffres 2021 les entrées (ou sorties) de périmètre.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021	Variation %
Zone 1 - Europe - Amérique	196 323	165 422	18,68%
Zone 2 - Afrique Moyen-Orient	52 877	38 094	38,81%
Total	249 200	203 516	22,45%

4.1.2. Résultat opérationnel courant par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Zone 1 - Europe - Amérique	8 017	5 293
Zone 2 - Afrique Moyen Orient Asie	9 733	7 011
Total	17 750	12 304

4.1.3. Résultat net consolidé par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Zone 1 - Europe - Amérique	4 920	972
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	7 867	5 110
Total	12 787	6 082

4.2. RESULTATS SECTORIELS

4.2.1. Zone 1 - Europe Amérique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Produit des activités ordinaires	207 626	173 379
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(11 303)	(9 285)
Produit des activités ordinaires externe total	196 323	164 094
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	8 017	5 294
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition	7 471	4 733
Perte de valeur sur les actifs immobilisés	0	0
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	0
Résultat opérationnel	7 471	4 733
Charges financières – net	(109)	(1 829)
Résultat avant impôts	7 362	2 904
Impôt sur les résultats	(2 442)	(1 932)
Résultat net – activités poursuivies	4 920	972
Résultat net – activités abandonnées	-	0
Résultat net total	4 920	972

4.2.2. Zone 2 - Afrique Moyen-Orient

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Produit des activités ordinaires	54 222	36 394
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(1 345)	(1 508)
Produit des activités ordinaires externe total	52 877	34 886
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition	9 733	7 011
Perte de valeur sur les actifs immobilisés	0	0
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	0
Résultat opérationnel	9 733	7 011
Charges financières – net	(126)	(239)
Résultat avant impôts	9 607	6 771
Impôt sur les résultats	(1 740)	(1 661)
Résultat net – activités poursuivies	7 867	5 110
Résultat net – activités abandonnées	-	0
Résultat net total	7 867	5 110

4.3. AUTRES ELEMENTS SECTORIELS INCLUS DANS LE COMPTE DE RESULTAT, SANS CONTREPARTIE DE TRESORERIE

4.3.1 Zone 1 - Europe Amérique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(9 943)	(9 521)
Dot/Rep. aux provisions	1 093	(1 572)

4.3.2. Zone 2 - Afrique Moyen-Orient

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(1 953)	(1 833)
Dot/Rep. aux provisions	(35)	0

4.4. INVESTISSEMENTS SECTORIELS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Zone 1 - Europe - Amérique	13 117	5 727
Zone 2 - Afrique Moyen Orient	6 133	1 984
Investissements (incorp. et corp.)*	19 250	7 711

* hors investissements financés par contrat de locations financement et droits d'utilisation (voir note 6.3).

4.5. ETAT DE PASSAGE DE L'INFORMATION SECTORIELLE PUBLIEE AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

30 juin 2021

<i>En milliers d'euros</i>	Information sectorielle			IFRS 10 et 11			IFRS 5	Compte de résultat (*)		
	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 1	Zone 2	Total
Produit des activités ordinaires externe total	164 094	34 886	198 980	(6 327)	(9 964)	(16 291)	(44 377)	113 390	24 922	138 312
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-	-	1 086	1 867	2 953	0	1 086	1 867	2 953
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	5 294	7 010	12 304	(331)	(566)	(897)	(2 996)	1 967	6 444	8 411
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition	4 733	7 010	11 743	(331)	(566)	(897)	(2 996)	1 406	6 444	7 850
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	0	-	-	-	-	0	0	0
Pertes de valeur sur les actifs immobilisés	0	0	0	-	-	-	-	0	0	0
Résultat opérationnel	4 733	7 010	11 743	(331)	(566)	(897)	(2 996)	1 406	6 444	7 850
Charges financières – net	(1 829)	(239)	(2 068)	102	66	168	57	(1 670)	(173)	(1 843)
Résultat avant impôts	2 904	6 771	9 675	(229)	(500)	(729)	(2 939)	(264)	6 271	6 007
Impôt sur les résultats	(1 932)	(1 661)	(3 593)	229	500	729	688	(1 015)	(1 161)	(2 176)
Résultat net – activités poursuivies	972	5 110	6 082	-	-	-	(2 251)	(1 279)	5 110	3 831
Résultat net – activités abandonnées		0	0	-	-	-	2 251	2 251	0	2 251
Résultat net total	972	5 110	6 082	0	0	0	0	972	5 110	6 082

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

<i>En milliers d'euros</i>	Information sectorielle			IFRS 10 et 11			IFRS 5	Compte de résultat		
	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 2	Total	Zone 1	Zone 1	Zone 2	Total
Produit des activités ordinaires externe total	196 323	52 877	249 200	(5 863)	(15 661)	(21 524)	(49 442)	141 018	37 216	178 234
Quotes-parts de résultat des ent. mises en équivalence	-	-	-	1 820	2 670	4 490		1 820	2 670	4 490
Résultat opérationnel courant incluant la part des co-entreprises mises en équivalence	8 017	9 733	17 750	21	(338)	(317)	(4 624)	3 414	9 395	12 809
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition	7 471	9 733	17 205	21	(338)	(318)	(4 624)	2 868	9 395	12 263
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-		-	-	-
Pertes de valeur sur les actifs immobilisés	0	-	0	-	-	-		0	-	0
Résultat opérationnel	7 471	9 733	17 204	21	(338)	(317)	(4 624)	2 868	9 395	12 263
Charges financières – net	(109)	(126)	(235)	(111)	(41)	(152)	95	(125)	(167)	(292)
Résultat avant impôts	7 362	9 607	16 969	(90)	(379)	(469)	(5 124)	2 148	9 228	11 376
Impôt sur les résultats	(2 442)	(1 740)	(4 182)	90	379	469	1 812	(540)	(1 361)	(1 901)
Résultat net – activités poursuivies	4 920	7 867	12 787	0	0	0	(3 818)	1 102	7 867	8 969
Résultat net – activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	3 818	3 818	0	3 818
Résultat net total	4 920	7 867	12 787	0	-	0	0	4 920	7 867	12 787

5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
Autres services extérieurs	(3 038)	(2 575)
Locations	(3 213)	(3 568)
Prestations générales Groupe (1)	(5 053)	(4 702)
Entretien et grosses réparations	(4 634)	(4 180)
Commissions sur ventes	(545)	(531)
Frais de transport (3)	(8 631)	(7 246)
Frais de déplacement (3)	(2 906)	(1 974)
Intérimaires	(2 897)	(2 818)
Assurance (2)	(2 890)	(2 358)
Honoraires	(2 370)	(2 228)
Autres achats et charges externes	(2 542)	(2 225)
Total des autres achats et charges externes	(38 719)	(34 405)

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

- (1) L'augmentation des prestations générales Groupe est liée principalement aux coûts engendrés par l'accroissement des effectifs de la société ADEX (hors périmètre).
- (2) La hausse des charges d'assurance est principalement à la progression des primes versées liée à la hausse des tarifs d'assurance et à l'augmentation des capitaux couverts notamment au Maroc avec le démarrage de la nouvelle usine.
- (3) La hausse des frais de transport et de déplacement est principalement liée au développement actif des activités et à la hausse du coût global des carburants.

5.2. VARIATION DES STOCKS D'EN-COURS ET DE PRODUITS FINIS AU COMPTE DE RESULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
Production stockée de biens	910	433
Variation d'en-cours de production de biens	494	321
Variation d'en-cours de production de services	-	-
Total	1 404	754

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

5.3. CHARGES DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
Rémunérations	(26 849)	(24 426)
Charges sociales	(8 438)	(7 824)
Autres charges ou produits	(490)	(411)
Total charges de personnel	(35 777)	(32 661)

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

5.4. DOTATIONS ET REPRISES DE PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
Sinistres (EP Capré)	(201)	652
Litiges	0	0
Démantèlement, dépollution	149	344
Pertes à terminaison	0	0
Garanties	0	0
Autres pour Risques et Charges (1)	344	(831)
Clients (2)	494	(755)
Stocks	9	(101)
Autres actifs circulants (3)	13	(170)
Total des dotations et reprises de provisions	808	(861)

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

(1) Pour rappel en 2021 une provision a été constatée relative au litige à un litige commercial. Ce litige est toujours en cours.

(2) La variation est principalement due au dotations/reprises des clients au Maroc.

(3) En 2021 provision du compte courant d'EPC Congo, entité mise en sommeil.

5.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
Production immobilisée	179	315
Subventions d'exploitation	57	47
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	41	22
Produits de cession d'immobilisations	358	135
Autres produits d'exploitation (1)	316	1 581
Total autres produits	951	2 100
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(267)	(436)
Impôts et taxes	(1 491)	(1 513)
Autres charges d'exploitation	(1 033)	(712)
Total autres charges	(2 791)	(2 661)
Total autres produits et charges d'exploitation	(1 840)	(561)
<i>Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations</i>	91	(301)

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

(1) En 2021 figurait l'indemnité reçue sur le litige avec un client minier

5.6. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
Frais de restructuration	-	-
Autres frais (1)	(546)	(561)
Total autres produits et charges non courants	(546)	(561)

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

(1) Les autres frais sont constitués des coûts engagés dans le cadre du processus de vente de l'activité déconstruction. Pour rappel en 2021 ils concernaient principalement des honoraires engagés dans le cadre des travaux de valorisation de l'offre publique et la conversion des parts fondateurs.

5.7. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	28	
Charges d'intérêts	(1 516)	(1 298)
Coût de l'endettement financier net	(1 488)	(1 298)
Pertes de change (1)	(454)	91
Gains de change (1)	1 135	319
Coût financier sur avantages au personnel («interest cost»)	(304)	(95)
(Charge) / produit de désactualisation des provisions (note 6.13)(2)	(400)	(980)
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	10	28
Dotations et reprises aux provisions financières (3)	1 218	0
Autres charges financières	(137)	8
Autres produits financiers	101	84
Autres produits et charges financiers	1 169	(545)
Total du résultat financier	(319)	(1 843)

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

(1) Les variations des pertes et gains de change sont dues à la baisse de l'Euro vis-à-vis des autres devises.

(2) La variation des charges de désactualisation est liée à l'augmentation des taux d'actualisation des provisions démantèlement.

(3) La reprise de provision concerne un retour à meilleur fortune sur les créances sur la JV KEMEK US. La cession des actifs de la société a permis de rembourser les prêts dus à EPC SA qui avaient été provisionnés sur le second semestre 2021.

5.8. IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
(Charge) / produit d'impôts exigibles	(1 743)	(1 232)
(Charge) / produit d'impôts différés	(667)	(944)
Total	(2 410)	(2 176)

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

Rapprochement entre impôt théorique au taux légal d'imposition France et impôt effectif :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité *
Résultat avant impôt et part du résultat des entreprises mises en équivalences	6 908	3 054
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	25,00%	26,50%
Impôt théorique attendu	(1 727)	(809)
Déficits reportables de la période non activés	(364)	(994)
Déficits antérieurs non activés utilisés sur la période	212	638
(Désactivation) et ou activation des déficits sur la période	0	(1 028)
Incidence de la variation de taux (report variable)	(89)	357
Différentiel de taux sur résultat étranger	(86)	159
Autres différences	(519)	(405)
Impôt comptabilisé	(2 573)	(2 082)
CVAE	(164)	(94)
Impôt compte de résultat	(2 410)	(2 176)

(*) Retraité des activités destinées à être cédées (cf. note 6.16. Actifs destinés à être cédés)

Au 30 juin 2022, le Groupe a décidé de maintenir la limitation du montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des pertes de l'intégration fiscale française à 2 289 K€, soit l'impôt imputable sur les déficits antérieurs calculé sur le bénéfice prévisionnel des cinq prochaines années.

Au 30 juin 2022, le Groupe dispose au niveau de l'intégration fiscale en France d'un stock non-activé d'impôts différés de 11 288 K€ au titre des déficits reportables.

Les taux d'impôt applicables sont les suivants :

Pays	Impôts différés 2022	Réel 30 juin 2022	Réel 31 décembre 2021
Belgique	25%	25%	25%
Bénin	30%	30%	30%
Burkina Faso	27,50%	27,50%	27,50%
Espagne	25%	25%	25%
France	25%	25%	25%
Royaume-Uni	25%	19%	19%
Guinée	30%	30%	30%
Irlande	15%	12,5%	12,5%
Italie	27,9%	27,9%	27,9%
Luxembourg	24,94%	24,94%	24,94%
Maroc	31%	31%	31%
Norvège	22%	22%	22%
Portugal	21%	21%	25%
Sénégal	30%	30%	30%
Suède	20,60%	20,60%	20,60%
Gabon	30%	30%	30%
Arabie Saoudite	20%	20%	20%
Cameroun	33%	33%	33%
Côte d'Ivoire	25%	25%	25%
Canada	25%	25%	25%
Chili	27%	27%	27%
Nouvelle Calédonie	35%	35%	35%
Pérou	29,50%	29,50%	29,50%
Japon	30,62%	30,62%	30,62%
Singapour	17%	17%	17%

5.9. RESULTAT PAR ACTION

	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
Au 1er janvier	2 262 830	1 684 000
Actions propres	(161 020)	(161 020)
Mouvement sur actions propres sur la période	154	
Conversion des parts fondateurs en actions ordinaires		65 332
Augmentation de capital		0
Nombre moyen d'actions ordinaires	2 101 964	1 588 312
<i>En milliers d'euros</i>		
Résultat net (Part Groupe)	12 094	5 676
Résultat net des activités poursuivies (Part Groupe)	8 295	3 425
Résultat net des activités abandonnées (Part Groupe)	3 799	2 251
<i>En euros</i>		
Résultat net (Part Groupe) par action	5,75 €	3,57 €
Résultat net (Par Groupe) par action des activités poursuivies	3,95 €	2,16 €
Résultat net (Part Groupe) par action des activités abandonnées	1,81 €	1,42 €

6. NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

6.1. ECARTS D'ACQUISITION

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Au 31 décembre 2020		
Valeur brute	33 766	31 934
Pertes de valeur cumulées	(24 258)	(24 151)
Valeur nette à l'ouverture	9 508	7 783
Ecart de conversion	457	402
Pertes de valeur enregistrées en résultat	-	0
Valeur nette à la clôture	9 965	9 509
Au 31 décembre 2021		
Valeur brute (1)	31 067	33 766
Pertes de valeur cumulées (1)	(21 101)	(24 258)
Valeur nette à la clôture	9 966	9 509

(1) La diminution de la valeur brute et des pertes de valeur cumulées est notamment due au reclassement de 1 593 K€ en activité destinée à être cédée, sans impact sur la valeur nette. Les variations résiduelles sont uniquement liées à des effets de de changes (notamment sur le SAR).

Test de perte de valeur – méthodologie.

Au 30 juin 2022, la revue des indices de pertes de valeur ne remet pas en cause les évaluations réalisées au 31 décembre 2021. En l'absence d'indice de perte de valeur, aucun test de valeur n'a été mis en œuvre et aucune dépréciation supplémentaire n'a donc été comptabilisée.

6.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de dévelop- pement	Droit au bail	Autres Immos incorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2021					
Valeurs brutes	4 805	1 175	37	1 920	7 937
Amortissements cumulés et dépréciations	(2 605)	(798)	-	(921)	(4 324)
Valeur nette au 31 décembre 2021	2 200	377	37	999	3 613
Variations de l'exercice					
Acquisitions	99	25	-	662	786
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	(15)	-	43	28
Amortissements et dépréciations	(152)	(49)	-	(65)	(266)
Pertes sur valeur	-	-	-	-	-
Reclassements	54	(1)	-	963	1 016
Valeur nette au 30 juin 2022	2 201	337	37	2 602	5 177
Au 30 juin 2022					
Valeurs brutes	4 677	1 180	37	3 571	9 465
Amortissements cumulés et dépréciations	(2 476)	(843)	-	(969)	(4 288)
Valeur nette au 30 juin 2022	2 201	337	37	2 602	5 177

6.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (1)	Autres Immos corp.	Immos en cours et autres	Total
Au 31 décembre 2021					
Valeurs brutes	70 922	112 991	45 562	11 223	240 698
Amortissements cumulés et dépréciations	(27 425)	(82 681)	(32 484)	-	(142 590)
Valeur nette au 31 décembre 2021	43 497	30 310	13 078	11 223	98 108
Variations de l'exercice					
Acquisitions	5 282	3 408	934	5 747	15 371
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Cessions	6	(278)	(78)	(98)	(448)
Ecart de conversion	(136)	55	248	409	576
Amortissements et dépréciations	(613)	(2 594)	(1 635)	-	(4 842)
Autres mouvements (2)	(1 426)	(3 744)	422	(3 317)	(8 065)
Valeur nette au 30 juin 2022	46 610	27 157	12 969	13 964	100 700
Au 30 juin 2022					
Valeurs brutes	71 226	91 744	41 295	13 964	218 229
Amortissements cumulés et dépréciations	(24 616)	(64 587)	(28 326)	-	(117 529)
Valeur nette au 30 juin 2022	46 610	27 157	12 969	13 964	100 700

(1) Installations techniques, matériel et outillage.

(2) Les autres mouvements sont principalement constitués du reclassement des actifs destinés à être cédés.

Droits d'utilisation

<i>En milliers d'euros</i>	Droit d'utilisation immobilière	Droit d'utilisation ITMO	Autres droits corp.	Total
Valeur nette au 31 décembre 2021	6 951	13 234	5 637	25 822
Acquisitions (1)	626	2 883	1 665	5 174
Variation de périmètre				
Cessions	(291)			(291)
Ecart de conversion	0	(104)	(10)	(114)
Amortissements et dépréciations	(785)	(2 422)	(1 103)	(4 310)
Reclassements	(1 104)	(1 624)	(1 239)	(3 967)
Changement de méthode	130	458	428	1 015
Juste valeur	(42)		(629)	(671)
Valeur nette au 30 juin 2022	5 484	12 424	4 749	22 656

(1) Les principales acquisitions sont relatives à des renouvellements de contrats.

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 6.2 et 6.3 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	785	67
Acquisitions d'immobilisations corporelles (1)	16 450	7 809
	17 235	7 876
Elimination des acquisitions d'immo. en contrats de location	-	-
Variation des dettes sur acquisitions d'immo. corporelles et incorporelles	1 472	(108)
	1 472	(108)
Activité abandonnée	(981)	(1 245)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie	17 726	6 523

(1) Variation principalement due aux investissements dans les filiales en développement et aux acquisitions des terrains par 2B Recyclage

6.4. PARTICIPATION DANS LES MISES EN EQUIVALENCE

Le Groupe détient des participations dans sept co-entreprises : Kemek, Kemek US, Modern Chemical Services, EPC-B SCRL, Nitrokemine Guinée, Société de Minage en Guinée (maison mère de Nitrokemine Guinée) et Arabian Explosives.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Valeur à l'ouverture	29 018	24 511
Quote-part du résultat	4 490	5 714
Ecart de conversion	2 077	1 601
Dividendes(1)	(207)	(2 652)
Variation de périmètre	-	-
Ecarts actuariels net d'impôts différés	133	(187)
Autres variations	(57)	31
Valeur à la clôture	35 454	29 018

(1) La variation de dividendes en 2022 est due à la distribution de dividende de Nitrokemine en Guinée.

Réconciliation des « dividendes reçus des co-entreprises » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Dividendes distribués par les co-entreprises	207	220
Variation des créances sur dividendes à recevoir	(207)	(220)
Dividendes reçus – Tableau de Flux de Trésorerie	-	-

6.5. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Titres de participation	1 052	1 060
Provisions sur titres de participation	(930)	(930)
Valeur nette des titres de participation	122	130
Créances rattachées à des participations	-	-
Prêts non courants	69	69
Divers	520	881
Autres actifs financiers – valeur brute	589	950
Provisions		
Autres actifs financiers – valeur nette	589	950
Total autres actifs financiers non courants	711	1 080

Détail des titres de participation non consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Corse Confortement Foration Minage (2)	3	27
Siciex (3)	54	54
EPC Explo Congo (1)	24	0
ADEX (2)	8	8
ADEX TP (2)	2	2
Blasting Services (1)	0	0
EDSL (1)	0	0
Exchem Explosives ltd (1)	0	0
Exchem Defence Systems Ltd (1)	0	0
Exchem Transports Ltd (1)	0	0
EPC Servicios Peru (3)	5	5
EPC Andina (3)	0	0
Cameroun Services (3)	23	23
EPC Mali (3)	1	1
Explo NC (3)	5	5
Santos De Cunha 7 (3) (société en cours de liquidation)	1	0
GRN (2)	5	5
Titres reclassés en actif destiné à être cédé	(9)	0
Valeur nette des titres de participation	122	130

(1) Sociétés mises en sommeil

(2) Participations minoritaires

(3) Sociétés ayant une activité très réduite et ne portant pas d'engagements financiers

6.6. STOCKS ET EN COURS

<i>En milliers d'euros</i>	Matières premières et autres appro.	En-cours de biens et services	Produits intermédiaires	Marchandises	Total
Au 31 décembre 2021					
Valeurs brutes	19 133	723	2 925	18 353	41 134
Provisions cumulées	(645)	-	(83)	(872)	(1 600)
Valeur nette au 31 décembre 2021	18 488	723	2 842	17 481	39 534
Variations de l'exercice					
Mouvements de BFR	5 026	432	973	597	7 028
Dotations nettes aux provisions	0	-	(56)	65	9
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	169	- 1	- 4	155	319
Autres (1)	(1 217)	0	(1)	165	(1 053)
Valeur nette au 30 juin 2022	22 466	1 154	3 754	18 463	45 837
Au 30 juin 2022					
Valeurs brutes	23 108	1 154	3 894	19 303	47 459
Provisions cumulées	(642)	-	(140)	(840)	(1 622)
Valeur nette au 30 juin 2022	22 466	1 154	3 754	18 463	45 837

(1) la rubrique autres correspond au reclassement des stocks en actif destiné à être cédé

6.7. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Avances et acomptes	1 361	1 010
Créances clients	103 767	115 458
Autres créances (1)	3 815	2 625
Créances fiscales – hors IS	12 187	11 905
Comptes courants (2)	3 051	14 670
Dividendes à recevoir	211	946
Autres	361	568
Total des créances brutes	124 753	147 182
Dépréciation clients et comptes rattachés	(13 944)	(14 572)
Dépréciation des comptes courants et autres	(1 475)	(15 814)
Autres dépréciations	(80)	(80)
Total des dépréciations	(15 499)	(30 466)
Total des clients et autres débiteurs	109 254	116 716

- (1) Les autres créances incluent notamment 719K€ d'actifs liés au sur-financement du régime Art.39.
(2) La diminution des comptes courants et des dépréciations des comptes courants est liée au classement dans les activités destinées à être cédées du compte courant pour 14,8M€, entièrement provisionné relatif à la société STIPS TI, en cours de liquidation judiciaire (position au 31/12/2021).

6.8. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
VMP – Equivalents de trésorerie	78	105
Disponibilités	19 070	22 748
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	19 148	22 853
Découverts bancaires	(2 943)	(1 851)
Total trésorerie nette	16 205	21 002

Le groupe dispose en plus des lignes disponibles dans les filiales de 5 807 K€ de lignes de crédit disponibles sur des créances cédées à CGA (factor) mais non mobilisées au 30 juin 2022.

6.9. CAPITAL

6.9.1. Actions

	Nombre d'actions	Total du capital (en K€)
Au 31 décembre 2021	2 262 830	7 015
Au 30 juin 2022	2 262 830	7 015

6.9.2. Dividendes par action

Au cours du premier semestre 2022, le groupe n'a procédé à aucune distribution de dividendes.

6.10. DETTES FINANCIERES

6.10.1. Dettes financières non courantes

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2021	Augmen-tation	Dimi-nution	Reclas-sement	IFRS 5	Autres	30 juin 2022
Emprunts obligataires	14 979	19	-	(14 998)	-	-	0
Emprunts bancaires	35 348	18 641	-	(4 461)	(1 900)	240	47 866
Total dettes financières non courantes	50 326	18 660	-	(19 459)	(1 900)	240	47 866

6.10.2. Dettes financières courantes

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2021	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	Reclassement	IFRS 5	Autres	30 juin 2022
Emprunts obligataires	-				14 998			14 998
Emprunts bancaires	8 986	-	(2 986)	-	4 463	(1 582)	25	8 906
Utilisation de lignes de crédits renouvelables	1 318	-	-	-	-	-	-	1 318
Instruments de couverture de taux	6	-	-	-	(4)	-	-	2
Mobilisation de créances	4 901	2 609		-	-	-	(44)	7 466
Autres emprunts et dettes assimilées	(34)	-	(155)	-	101	-	100	12
Intérêts courus sur emprunt	636		(224)	-	(17)	(2)	49	442
Total dettes financières courantes hors découverts bancaires	15 813	2 609	(3 365)	-	19 541	(1 584)	130	33 144
Découverts bancaires	1 851	1 152		-	-	(72)	12	2 943
Total dettes financières courantes	17 664	3 761	(3 365)	-	19 541	(1 656)	142	36 087

L'emprunt obligataire NOVO de 15 M€ arrivait à échéance en mars 2023 (reclassement du non courant en courant). En juillet 2022, il a été remboursé par anticipation et un nouvel emprunt in fine a été mis en place pour un montant de 20 M€ d'une durée de 7 ans (échéance juillet 2029).

La ligne RCF à usage multiple d'un montant de 25 M€ qui arrivait à échéance en mars 2024 (non courant) a également été remplacée par une nouvelle ligne RCF d'un montant maximal de 30 M€ d'une durée de 5 ans (échéance juillet 2027).

Ces deux nouvelles conventions sont soumises à un covenant (Dettes financières nettes/EBITDA), calculé sur le périmètre incluant les co-entreprises, calculé annuellement. Le seuil de remboursement anticipé est fixé à 3.25.

6.10.3. Dettes de location

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2021	Augmentation	Diminution	IFRS 5	Reclassement courant/non courant	Autres	30 juin 2022
Dettes de location non courantes	15 291	3 521	(367)	(1 607)	(3 502)	(95)	13 241
Dettes de location courantes	8 751	1 318	(4 654)	(1 707)	3 810	290	7 808
Total dettes de location	24 042	4 839	(5 021)	(3 314)	308	195	21 049

6.10.4. Réconciliation des « émissions / remboursements d'emprunts » avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Augmentation des dettes financières non courantes	18 660	542
Augmentation des dettes financières courantes	2 609	8 619
Retraitement de la variation des intérêts courus	0	(205)
Retraitement de la variation des dettes sur location financement	-	-
Activité abandonnée	-	(431)
Emission d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	21 269	8 525
Diminution des dettes financières non courantes	-	-
Diminution des dettes financières courantes	(3 141)	(4 889)
Retraitement de la variation des intérêts courus	0	528
Diminution des dettes de location	(5 021)	(4 718)
Activité abandonnée	-	1 200
Remboursement d'emprunts – Tableau de Flux de Trésorerie	-8 162	(7 879)

6.11. IMPOTS DIFFERES AU BILAN

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions dépollution décontamination et démantèlement	Avantages au personnel	Autres (1)	Total
Au 31 décembre 2021	3 580	598	771	4 949
Enregistré au compte de résultat	(715)	(283)	88	(911)
Enregistré en capitaux propres	-	(437)	(245)	(682)
Variations de périmètre	-	-	1	1
Reclassement				
Différences de change	(24)	16	6	(2)
Actifs destinés à être cédés	48	245	(283)	10
Au 30 juin 2022	2 888	139	338	3 365

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Impôts différés actifs	6 812	6 454
Impôts différés passifs	(3 447)	(1 505)
Impôts différés nets	3 365	4 949

6.12. PROVISIONS POUR AVANTAGES AUX SALARIES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022					31 décembre 2021				
	France (1)	Grande- Bretagne (2)	Italie (3)	Autres	Total	France (1)	Grande- Bretagne (2)	Italie (3)	Autres	Total
Valeur nette comptable à l'ouverture	4 057	5 639	689	333	10 718	4 211	13 235	693	254	18 393
Coût des services rendus au cours de l'exercice	221	-	10	-	231	345	1	25	-	371
Coût financier	11	49	1	-	61	39	172	2	-	213
Ecarts actuariels reconnus en capitaux propres	(777)	(2 201)	92	25	(2 861)	(426)	(7 316)	1	-	(7 741)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées	(54)	(572)	(207)	74	(759)	(104)	(1 184)	(32)	76	(1 244)
Prestations servies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	(118)	-	6	(112)	-	731	-	2	733
Reclassement Actif financier en passif financier	-	-	-	(1)	(1)	(8)	-	-	(1)	(9)
Autres mouvements ⁽¹⁾	(981)	-	-	2	(979)	-	-	-	2	2
Valeur nette comptable à la clôture	2 477	2 797	585	439	6 298	4 057	5 639	689	333	10 718

Valeur actuelle des obligations partiellement ou totalement financées	-	45 323	-	367	45 690	-	61 852	-	356	62 208
Juste valeur des actifs du régime	-	(42 427)	-	(28)	(42 455)	-	(56 213)	-	(23)	(56 236)
Obligations partiellement ou totalement financées par EPC	-	2 896	-	339	3 235	-	5 639	-	333	5 972
Valeur actuelle des obligations non financées	2 477	-	585	-	3 062	4 057	-	689	-	4 746
Actif de retraite reclassé en actif financier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passif net	2 477	2 896	585	339	6 298	4 057	5 639	689	333	10 718

Les autres mouvements au 30 juin 2022 correspondent au reclassement des engagements retraite du pôle déconstruction en activité destinée à être cédée.

Hypothèses actuarielles	30 juin 2022				31 décembre 2021			
	France (1)	Grande-Bretagne (2)	Italie (3)	Autres	France (1)	Grande-Bretagne (2)	Italie (3)	Autres
Taux d'actualisation	3,00%	3,65%	3,22%	n.d.	1,00%	1,85%	0,98%	n.d.
Taux d'augmentation des salaires	1,50%	N/A	3,00%	n.d.	1,50%	N/A	3,00%	n.d.
Taux d'inflation au 30 juin au	1,50%	2,30%	2,25%	n.d.	1,50%	2,50%	1,25%	n.d.
Ventilation des actifs du régime								
Actions	N/A	31%	N/A	n.d.	N/A	28%	N/A	n.d.
Obligations	N/A	33%	N/A	n.d.	N/A	44%	N/A	n.d.
Immobilier	N/A	0%	N/A	n.d.	N/A	0%	N/A	n.d.
Autres	N/A	36%	N/A	n.d.	N/A	28%	N/A	n.d.

- (1) Les provisions pour avantage aux salariés des sociétés françaises comprennent les indemnités de fin de carrière des salariés ainsi que, pour la société mère EPC, un régime de retraite souscrit dans le cadre de l'article 39 du code général des impôts, par lequel la société garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord
- (2) La provision pour avantage aux salariés d'EPC UK correspond à une provision prévue dans le cadre d'un régime à prestations définies fonctionnant comme un fonds de pension.
- (3) Les provisions pour avantage aux salariés des sociétés italiennes correspondent à une provision prévue dans le cadre d'un régime à prestations définies. Il s'agit du régime des TFR, système de rémunération différée, éligible IAS 19R

6.13. AUTRES PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Provisions sur Contrats	Autres (1)	Total
Au 31 décembre 2021	14 461	696	8 992	24 150
Provisions supplémentaires	13	0	897	910
Reprises	(158)		(974)	(1 132)
Variation du montant actualisé (Effet temps et modification du taux)	400	-	-	400
Ecart de conversion	(169)	-	2	(167)
Autres mouvements (2)	(319)	(696)	(380)	(1 395)
Au 30 juin 2022	14 228	0	8 537	22 766

(1) Les autres provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux risques de l'activité courante du Groupe (litiges commerciaux et prud'homaux, franchises sur les sinistres assurés).

(2) Les autres mouvements correspondent au reclassement des diverses provisions du pôle déconstruction reclassé en activité destinée à être cédée, et de la provision pour charges constatée sur la plateforme Ecocentre chez 2B Recyclage (-1.048k€).

Détail des autres provisions entre non courant et courant

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Non courant	21 341	21 721
Courant	1 425	2 429
Total	22 738	24 150

6.14. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Dettes fournisseurs	63 244	73 961
Avances et acomptes reçus sur commandes	4 768	3 546
Dettes sociales	9 435	13 287
Dettes fiscales	13 933	18 462
Autres dettes (1)	31 860	9 067
Total	123 240	118 323

(1) Du fait du reclassement des compte courant des filiales du périmètre déconstruction en Actifs destinés à être cédé (IFRS 5), ils ne sont plus éliminés en consolidation et viennent augmenter le poste Autres dettes.

6.15. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Variations du BFR & provisions courantes	
	30 juin 2022	30 juin 2021 retraité (*)
Stocks et en cours	(7 027)	(2 307)
Clients et autres débiteurs	(22 895)	(12 768)
Autres actifs long terme	(141)	982
Autres actifs courants	(1 667)	(2 359)
Sous total	(31 729)	(16 452)
Fournisseurs et autres créditeurs	14 479	8
Autres passifs long terme	62	689
Autres passifs courants	190	170
Sous total	14 731	867
Besoin en fonds de roulement	(16 998)	(15 585)
Provisions sur actifs circulant	(515)	
Besoin en fonds de roulement net	(17 514)	(15 585)

Comme chaque année, le BFR a cru fortement sur le premier semestre. Ce mouvement a été amplifié par la hausse du chiffre d'affaires qui a entraîné une forte augmentation du poste client. Par ailleurs, la situation exceptionnelle des comptes fournisseurs et autres créditeurs à la clôture de décembre 2020 (surfinancement sur certains contrats) est revenue à la normale fin juin 2021.

6.16. ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES

Le Conseil d'administration d'EPC SA indique avoir initié un processus d'enchères organisé visant une possible cession de la totalité de son activité Déconstruction. Cette activité qui emploie 450 salariés a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires consolidé de 97 M€ pour un Résultat Opérationnel Courant de 5,5 M€.

Au regard de l'avancement du projet de cession, il est hautement probable que cette activité soit cédée dans les 12 mois à compter du 30 juin 2022 ;

La norme IFRS 5 impose de présenter au 30 juin 2022 au sein de l'état de la situation financière

- Les actifs non courants et les groupes d'actifs détenus en vue de la vente séparément des autres actifs du bilan ; et
- Les passifs faisant partie d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente séparément des autres passifs du bilan ;
- Sans compensation ;
- Parmi les éléments courants, par exemple dans une sous-rubrique distincte après les autres éléments courants

Le groupe répond également au critère d'une activité abandonnée, car l'activité déconstruction constitue une ligne d'activité principale qui fait partie d'un plan unique et coordonnée de cette cession. La norme impose une présentation distincte du résultat des activités abandonnées et du résultat des activités poursuivies. De même, doivent être mentionnés soit dans l'état des flux de trésorerie soit dans les notes annexes, les flux des activités abandonnées constituant :

Cette présentation tant pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie doit être à fournir pour les périodes antérieures présentée au titre des activités abandonnées.

Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Produit des activités ordinaires	49 443	44 377
Résultat opérationnel courant	5 147	2 996
Résultat opérationnel	5 147	2 996
Résultat avant impôt	5 100	2 939
Impôt sur les résultats	(1 301)	(688)
Résultat net des activités abandonnées	3 799	2 251

Tableaux de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	30 juin 2021
Résultat net consolidé des activités destinées à être cédées	3 799	2 251
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités destinées à être cédées	1 667	1 939
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des activités destinées à être cédées	(960)	(626)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement des activités destinées à être cédées	(1 278)	(804)
Variation de la trésorerie des activités destinées à être cédées	(571)	509
Trésorerie d'ouverture des activités destinées à être cédées	916	(595)
Trésorerie de clôture des activités destinées à être cédées	345	(86)
Variation de la trésorerie des activités destinées à être cédées	(571)	509

Etat de la situation financière

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022
Total actifs non courants	11 932
<i>Dont</i>	
Immobilisations incorporelles	24
Immobilisations corporelles et droits d'utilisation	11 784
Autres actifs financiers non courants	69
Actif impôts différés	55
Total actifs courants	61 398
<i>Dont</i>	
Stocks	1 221
Clients et autres débiteurs	59 138
Créances fiscales	66
Autres actifs courants	499
Disponibilités	474
Groupe d'actifs destinés à être cédés	73 330
Total des passifs non courants	4 545
<i>Dont</i>	
Dettes financières et dettes de locations non courantes	3 683
Provisions non courantes et provisions avantages aux salariés	796
Passifs impôts différés	66
Total des passifs courants	45 588
<i>Dont</i>	
Fournisseurs et autres créditeurs	37 167
Dettes d'impôt	12
Dettes financières et dettes de locations courantes	2 244
Autres provisions courantes	2 330
Autres passifs courants	3 835
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	50 133

6.17. ENGAGEMENTS FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Avals et cautions (1)	23 732	25 878
Hypothèques et nantissements	8 877	7 373
Total des garanties données	32 609	33 326

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2022	31 décembre 2021
Effets escomptés non échus	695	147
Avals et cautions	3 284	3 284
Total des garanties reçues	3 979	3 432

(1) dont garantie portant sur les sociétés mises en équivalence de 3 579 K€

La ligne Avals et Caution ne concerne que les cautions de marché.

7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES

7.1. CONTROLE

Le Groupe EPC est contrôlé par la société 4 Décembre. Cette dernière détient 0.14% d'EPC SA et 100% de la société EJ Barbier qui détient elle-même 56.33 % d'EPC SA.

La société 4 Décembre dépose ses états financiers au greffe du tribunal de commerce de Nanterre.

7.2. RELATION AVEC LES FILIALES

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

7.3. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- 4 Décembre, maison mère d'EPC SA ;
- Adex et Adex Services filiales détenues majoritairement par EJ.Barbier.
- Argos

Au cours du premier semestre 2022, les relations entre le Groupe EPC et les sociétés liées sont restées en ligne avec la progression de l'activité. Aucune transaction non courante, par sa nature, n'est intervenue au cours de cette période.

8. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

8.1. MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU FINANCEMENT SENIOR POUR ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DU GROUPE

EPC S.A. a signé le 20 juillet 2022 un nouvel accord de financement senior.

Cet accord prévoit, dans la même convention de crédit :

- d'une part la mise en place avec ses partenaires bancaires BNP Paribas, LCL, HSBC et CIC d'un Crédit renouvelable confirmé de 30 M€ et d'une maturité de 5 ans avec deux options d'extension d'une année chacune. Cette ligne permet notamment de refinancer le Crédit renouvelable existant qui était tiré à hauteur de 15.5 M€ et arrivait à échéance en mars 2024.
- d'autre part la mise en place avec La Banque Postale Asset Management d'une tranche remboursable in fine d'un montant de 20 M€ et d'une maturité de 7 ans. Ce prêt, assorti de critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) ambitieux qui traduisent l'engagement du Groupe EPC en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), vient notamment refinancer les obligations existantes d'un montant de 15 M€ qui arrivaient à échéance en mars 2023.

Ces nouveaux financements renforcent la liquidité du Groupe tout en lui permettant de rallonger la maturité moyenne de son endettement.

La part in fine de 20M€ a fait l'objet d'une couverture de taux fin juillet 2022.

La bonne situation financière du Groupe a permis d'optimiser les conditions contractuelles. Ces nouveaux financements, sans sûretés, bénéficient d'une marge améliorée et sont encadrés par un unique covenant de dette nette sur Ebitda.

Les montants de ces lignes de crédit ont été dimensionnés afin de permettre au Groupe EPC de saisir des opportunités de croissance organique ou de croissance externe et de soutenir son plan de développement en France et à l'international.

BNP Paribas et LCL sont les arrangeurs de ces nouveaux financements. Le cabinet Hogan Lovells (Paris) LLP est le conseil juridique des prêteurs.

Le Groupe EPC a été assisté dans cette opération par Kepler Cheuvreux, en tant que conseil financier exclusif et par le cabinet Addleshaw Goddard (Europe) LLP, en tant que conseil juridique.

8.2. PROCESSUS DE CESSION DE L'ACTIVITE DECONSTRUCTION ENGAGE.

Le Conseil d'administration d'EPC SA indique que dans le cadre de la revue régulière de ses options stratégiques, il évalue périodiquement l'opportunité de réaliser des opérations de croissance externe ou des cessions d'activités.

À ce titre la Société a informé le marché le 9 septembre 2022 qu'un processus d'enchères organisé visant une possible cession de son activité Déconstruction a été initié. Cette activité qui emploie 450 salariés a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires consolidé de 97 M€ pour un Résultat Opérationnel Courant de 5,5 M€

A ce jour, les modalités d'une telle cession n'ont fait l'objet d'aucun accord avec l'un quelconque des différents candidats contactés et aucune assurance ne peut être donnée quant à l'aboutissement de ce projet de cession.

8.3. SIGNATURE DU CONTRAT DE FOURNITURE DE PRODUITS PYROTECHNIQUES ET DE FABRICATION SUR SITE D'EXPLOSIFS AVEC LES CHANTIERS OPERATIONNELS CO6 ET CO7 DU TELT (TUNNEL EURALPIN LYON TURIN),

La nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin comprend une section transfrontalière d'environ 67 km qui reliera Saint-Jean-de-Maurienne à Bussoleno en Italie où elle se raccordera à la ligne historique. L'ouvrage principal de la section transfrontalière est constitué d'un tunnel de base bitube de 57,5 km entre Saint-Julien-Montdenis et Suse.

Le **Maître d'ouvrage** est la société TELT. Le montant de la section transfrontalière est de 8,6 milliards d'euros.

Côté France, le génie civil du tunnel de base est décomposé en 4 Chantiers Opérationnels (CO) numérotés de 5 à 8. Les « *Travaux de construction du tunnel de base à partir des attaques des descenderies de La Praz et de Saint-Martin-la-Porte* », ont été attribués à un groupement d'entreprises constitué de VINCI Construction Grands Projets (Mandataire), VINCI Construction France, Dodin Campenon Bernard et Webuild et comprend les chantiers opérationnels CO 6 et CO 7.

C'est dans ce cadre que le groupement a confié à EPC la fourniture des produits pyrotechniques et la fabrication sur site des explosifs (via des Unités Mobiles de Fabrication d'Explosifs (UMFE)).

Les travaux à l'explosifs concerneront environ 18km (soit plus d'un million de m3 de roches à abattre). Le chantier mobilisera plusieurs UMFE. L'ensemble des fournitures et prestations d'un montant cumulé attendu supérieur à 10 millions d'€ viennent de démarrer. Ils s'étendront sur une durée de 5 ans.

Le groupe EPC est fier d'avoir été sélectionné pour participer à la construction de cette infrastructure exceptionnelle.

C'est l'expertise et le savoir-faire reconnu des équipes EPC dans le domaine des travaux souterrains, qui ont conduit le groupement à confier à notre filiale EPC-France, la réalisation de ces prestations.

8.4. SIGNATURE AVEC LA SOCIETE MINIERE DE LA LOBO S.A, TIETTO MINERALS (ASX : TIE) D'UN CONTRAT DE MINAGE AVEC FABRICATION SUR SITE.

Le projet Abudjar Gold est situé à Zoukougbeu, dans la région de Daloa, Côte d'Ivoire.

Cette mine d'or en phase d'ouverture a une durée de vie estimée à 11 ans et les explorations en cours laissent entrevoir des possibilités d'extension de l'exploitation. Les travaux d'aménagement du site minier sont en cours et le premier lingot devrait sortir au quatrième trimestre.

Avec, pour les six prochaines années, une production annuelle confirmée de 200.000 onces d'or, ce projet s'inscrit comme un des plus grands de Côte d'Ivoire.

La solide implantation d'EPC en Côte d'Ivoire ainsi que son expertise dans le déploiement d'usines de fabrication modulaires (Emulsion Modular Plant) ont conduit le client à s'engager sur une période de 5 ans. EPC Côte d'Ivoire fournira l'ensemble des explosifs dont le principal sera fabriqué directement sur le site de la mine. La mise en œuvre de ces derniers a également été confiée aux équipes EPC.

Le support technique piloté par la suite logicielle VERTEX^à a également été un élément majeur de différenciation. Permettant un suivi en temps réel des opérations « Mine to Mill », cette solution permet au client d'être certain de profiter des dernières technologies pour suivre l'efficacité de ses opérations en amont de l'usine de traitement.

Le contrat devrait générer un chiffre d'affaires d'environ 10 millions d'€ par an.

Nous avons également activé notre Plan de Continuité d'Activité afin d'organiser la fourniture importée de Nitrate depuis d'autres fournisseurs bien connus du Groupe.